



COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, le 5.12.2007
SEC(2007) 1664

DOCUMENT DE TRAVAIL DES SERVICES DE LA COMMISSION

Direction générale pour l'aide humanitaire - ECHO

Stratégie opérationnelle 2008

TABLE DES MATIÈRES

1. Introduction	3
2. Situation générale et perspectives pour 2008	4
3. Principes de programmation générale	6
4. Priorités géographiques pour 2008.....	7
4.1 Afrique, Caraïbes et Pacifique	7
4.1.1. Corne de l’Afrique	7
4.1.2. Région des Grands Lacs, Afrique centrale et Océan Indien	10
4.1.3. Afrique Australe.....	11
4.1.4. Afrique de l’Ouest.....	12
4.1.5. Caraïbes et Pacifique.....	13
4.2 Méditerranée et Proche Orient	13
4.3 Caucase, Europe et Asie centrale	16
4.4 Asie	17
4.4.1 Asie du Sud et du Sud Ouest.....	17
4.4.2 Asie du Sud-Est et de l’Est.....	19
4.5 Amérique Latine.....	20
5. Priorités horizontales.....	21
5.1 Mise en œuvre du consensus européen sur l'aide humanitaire.....	21
5.2 Aide alimentaire humanitaire	21
5.3 La réduction du risque de catastrophes et la préparation aux catastrophes.....	23
5.4 Politiques Sectorielles	25
5.5 Financements thématiques et "Grant Facility"	26
5.6 Evaluation.....	26
5.7 Communication, information et visibilité	26

1. INTRODUCTION

Année après année, les crises humanitaires génèrent une détresse humaine, face à laquelle l'Union Européenne et ses citoyens ne peuvent rester indifférents. Portée par ses idéaux fondateurs tels que la solidarité, le respect de la dignité humaine et la tolérance, l'Union Européenne entend jouer un rôle fondamental en matière d'assistance, aussi bien par le biais des actions entreprises par ses Etats membres qu'à travers la mise en œuvre de l'aide humanitaire communautaire. La Commission Européenne, plus particulièrement, s'est engagée à soulager la souffrance humaine en apportant une aide inconditionnelle aux populations touchées par les catastrophes, naturelles ou causées par l'homme. Elle figure aujourd'hui parmi les plus importants bailleurs de fonds humanitaires.

La Direction générale pour l'aide humanitaire (DG ECHO) est le service chargé de la mise en œuvre de l'aide humanitaire de la Commission Européenne. Son mandat, défini par le règlement du Conseil du 20 juin 1996¹, lui confie la mission d'apporter une réponse aux crises humanitaires. Concrètement, son rôle principal est de "sauver et préserver des vies" dans des situations d'urgence immédiate, comme dans celles de crises plus durables.

Au fil des années, la DG ECHO a su se construire une réputation établie sur la scène humanitaire, pas seulement pour être devenue l'un des principaux bailleurs de fonds humanitaires, mais aussi pour l'objectivité et la cohérence de son approche. En effet, la délivrance de l'aide se fait exclusivement en fonction des besoins réels des populations affectées conformément aux principes humanitaires internationaux d'humanité, d'indépendance, d'impartialité et de neutralité. La DG ECHO soutient le multilatéralisme et les initiatives qui promeuvent les principes et bonnes pratiques en matière d'action humanitaire (ex: Good Humanitarian Donorship Initiative).

Le service humanitaire de la Commission Européenne se doit de veiller constamment à l'efficacité, à la rapidité et à la qualité de l'aide délivrée. L'examen du service humanitaire de la Commission Européenne par les pairs de l'OCDE/CAD conclu en 2007 a d'ailleurs pleinement reconnu les efforts de la DG ECHO dans ce sens. D'autre part et pour la troisième fois depuis sa création, l'aide humanitaire de la Commission Européenne a fait l'objet d'une évaluation globale indépendante en 2006. En réponse à cette évaluation, l'année 2007 a été marquée par une volonté de s'interroger à la fois sur son positionnement aux niveaux européen et mondial, sur ses modes d'interventions et sur ses relations avec ses partenaires ainsi qu'avec les autres acteurs humanitaires.

Avec l'adoption de la Communication "Vers un consensus européen sur l'Aide Humanitaire" le 13 juin 2007, la Commission Européenne a, pour la première fois depuis l'adoption du règlement concernant l'aide humanitaire en 1996, lancé une réflexion et un débat de fond sur l'aide humanitaire au niveau européen. Ce débat devrait apporter des réponses à des questions de principe mais aussi aux défis auxquels sont confrontés les acteurs humanitaires. Le débat vise à l'élaboration d'un document d'orientation politique sur l'aide humanitaire, un "consensus sur l'aide humanitaire" qui soit commun à l'Union Européenne.

¹ Règlement (CE) n° 1257/96 du Conseil du 20 juin 1996, modifié par le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement européen et du Conseil du 29 septembre 2003 (JO L 284 du 31.10. 2003, p.1)

A travers ce Consensus, la Commission Européenne tente de dégager un socle politique commun de valeurs, d'objectifs et de principes auxquels adhèrent à la fois les Etats membres représentés au Conseil, le Parlement Européen et la Commission Européenne dans le but de renforcer la cohérence dans la réponse humanitaire européenne collective. Le Consensus européen sur l'aide humanitaire devrait être signé par les trois institutions en décembre 2007. Au moment de la rédaction de ce texte, les négociations du Consensus par les trois institutions sont en cours.

Enfin, il est important de noter que l'aide humanitaire communautaire recherche à assurer une synergie entre son action et celles des autres services de la Commission Européenne. A cet égard, une attention particulière sera accordée à la coordination entre l'aide humanitaire et d'autres instruments communautaires comme les programmes thématiques et géographiques concernés². Plus largement dans le cadre du lien entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement (LRRD), la nécessité de liens effectifs entre les différents instruments doit être considérée, en vue non seulement d'assurer une continuité de l'action lors de la transition vers des programmes de développement, mais également de promouvoir une meilleure prise en compte des aspects de réhabilitation et de développement dans la conception de la réponse humanitaire.

2. SITUATION GÉNÉRALE ET PERSPECTIVES POUR 2008

Jusqu'à la date de rédaction de ce document³, et contrairement aux années précédentes, l'année 2007 n'a heureusement pas connu de crise nouvelle majeure, ni du point de vue des catastrophes naturelles, ni des crises complexes.

Néanmoins, sur le plan des catastrophes naturelles, poursuivant l'évolution amorcée il y a quelques années, le changement climatique a pour conséquence une augmentation de la fréquence et de la violence des désastres naturels, touchant plus souvent et plus violemment des populations déjà vulnérables. En 2007, les catastrophes naturelles de moyenne ampleur se sont multipliées en causant des dégâts importants, comme c'est le cas du tremblement de terre au Pérou, des inondations en Afrique, en Inde et au Bangladesh, du cyclone Felix au Nicaragua ou de l'ouragan Dean dans les Caraïbes. La DG ECHO a dû intervenir rapidement afin de secourir des milliers de personnes sinistrées qui souvent étaient déjà touchées par des crises complexes⁴.

C'est lors de catastrophes naturelles qu'une éventuelle insuffisance des capacités de réponse locale d'urgence se manifeste. La réduction des risques liés aux catastrophes doit être envisagée sur le long terme et de manière durable. Dans les limites de son mandat humanitaire, la DG ECHO a joué un rôle très actif dans la préparation aux catastrophes, en particulier à travers son programme DIPECHO, lancé en 1996, pour lequel plus de 120 millions d'euros ont été investis dans les six régions les plus exposées aux risques. Poursuivant son engagement, la Commission Européenne s'attachera en 2008 à renforcer encore la préparation préalable des différents acteurs aux catastrophes.

En 2007, certaines crises complexes déjà existantes en 2006 se sont dégradées. C'est le cas par exemple du Soudan où la situation demeure très préoccupante; les violences et exactions

² Comme l'Instrument de Stabilité, la Facilité ACP-UE pour les catastrophes naturelles, la Facilité de Paix pour l'Afrique, etc.

³ Octobre 2007

⁴ Pour les pays connaissant déjà une crise complexe, on peut citer notamment le Népal, la Colombie, Sri Lanka, la Somalie et le Soudan

envers les civils se poursuivent et ont de nouveau amené de nombreuses personnes à se déplacer à l'intérieur du pays ou à se réfugier dans les pays voisins. A cette situation s'ajoutent les inondations qui ont frappé le Nord du Soudan, y compris le Darfour durant le mois de juillet 2007. En République Démocratique du Congo, les combats et tensions à l'Est du pays ont repris durant l'été 2007, notamment dans le Nord et le Sud Kivu, causant là aussi de nombreux déplacements de populations et créant de nouveaux besoins humanitaires. La Somalie doit, elle aussi, faire face à la fois à des catastrophes naturelles et à des violences, obligeant de nombreuses personnes à quitter leur foyer.

En ce qui concerne les personnes déracinées, on a pu constater au cours de l'année une augmentation du nombre tant des réfugiés que des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays.

En effet, le nombre total de réfugiés s'élevait à 14,3 millions⁵ à la fin de l'année 2006 contre environ 13 millions un an auparavant, ce qui représente une augmentation de 9%. Ce chiffre s'explique notamment par le fait que 1,2 millions d'Irakiens se sont réfugiés en Jordanie et en Syrie⁶ durant l'année 2006.

Plus particulièrement, en ce qui concerne la crise durable des réfugiés palestiniens, leur nombre, qui a augmenté de près de 100.000 personnes, s'élève désormais à plus de 4,4 millions⁷. A cela s'ajoute la situation de ceux qui se sont réfugiés au Liban qui sont par ailleurs victimes d'une dégradation de leurs conditions de vie en raison des affrontements qui ont eu lieu au sein et autour des camps.

Concernant les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (IDPs), après la légère baisse enregistrée au cours de l'année 2005⁸, le nombre de déplacements internes a lui aussi augmenté par rapport à l'année précédente, ramenant le chiffre à 24,5 millions de personnes en 2006. Le Soudan, la Colombie, l'Irak, l'Ouganda et la République Démocratique du Congo sont les pays où le nombre de personnes ayant quitté leur foyer est le plus élevé⁹. Alors que la situation de ceux forcés à se déplacer au sein de leur pays est toujours très difficile, c'est encore davantage le cas lorsque les autorités sont hésitantes à accepter l'aide humanitaire externe et que les populations concernées sont difficiles à atteindre et vivent dans des conditions déplorable.

En 2008, les acteurs humanitaires doivent relever d'importants défis. Le non-respect de plus en plus systématique du Droit International Humanitaire (DIH) dans les conflits armés se trouve au centre des préoccupations actuelles. Cela a pour conséquence une forte restriction de l'espace humanitaire, rendant parfois certaines opérations humanitaires partiellement ou totalement impossibles. Les humanitaires sont en effet de plus en plus souvent pris pour cibles (Afghanistan, Darfour, République Centrafricaine). En 2006, 85 travailleurs humanitaires ont été tués dans le monde¹⁰. Cette détérioration des conditions de sécurité a un impact négatif

⁵ Ce chiffre comprend les réfugiés palestiniens

⁶ UNHCR "2006 Global Trends: Refugees, Asylum-seekers, Returnees, Internally Displaced and Stateless Persons", Geneva, June 2007

⁷ UNRWA, Publications – Statistics, 31.12.2006, <http://www.un.org/unrwa/publications/index.html>

⁸ Le chiffre était passé à 23,7 millions de personnes.

⁹ IDMC, NRC "Internal Displacement – Global overview of Trends and Developments in 2006", Geneva, April 2007

¹⁰ Reuters AlertNet, Peter Apps "Once seen neutral, aid workers fight perceived bias", <http://www.alertnet.org/thenews/newsdesk/L31849991.htm>

direct sur l'accès aux victimes. Le respect de l'espace humanitaire continuera à représenter un enjeu majeur pour tous les acteurs humanitaires. La Commission Européenne devra ainsi poursuivre en 2008 son action en faveur du rétablissement de l'intégrité de l'espace humanitaire.

3. PRINCIPES DE PROGRAMMATION GENERALE

Pour programmer ses interventions en faveur des populations ayant les plus grands besoins humanitaires, la DG ECHO procède à l'identification de ces besoins sur base d'une double approche. La première approche correspond à l'évaluation des besoins sur le terrain par les experts et les unités géographiques du service humanitaire de la Commission Européenne et les évaluations ex-ante par des experts évaluateurs indépendants. La deuxième est l'évaluation globale, à partir d'indicateurs nationaux, visant à identifier les pays qui devraient bénéficier prioritairement d'une intervention de la DG ECHO en fonction, d'une part, de leur degré de vulnérabilité et de l'existence d'une crise (*Global Needs Assessment – GNA*), et, d'autre part, du caractère oublié de la crise (*Forgotten Crises Assessment – FCA*).

L'identification des pays prioritaires par le GNA est faite sur la base de deux indices complémentaires. L'Indice de Crise évalue la proximité dans le temps d'un évènement grave – une guerre ou une catastrophe naturelle – ou le poids d'une population de personnes réfugiées ou déplacées à l'intérieur du pays sur la population nationale du pays en question. L'Indice de Vulnérabilité tente de mesurer les capacités nationales à absorber et réduire les conséquences d'une crise. Il se compose de différentes mesures, allant de l'indice de développement humain (HDI) au taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans.

Pour l'année 2008, sur les 41 pays connaissant actuellement une crise au sens de l'évaluation, 15 pays ont été identifiés comme étant extrêmement vulnérables face à celle-ci¹¹. Parmi ces 15 pays, 11 se situent en Afrique, les autres étant l'Afghanistan, le Timor Oriental, la Tchétchénie (Fédération de Russie) et le Yémen.

En ce qui concerne l'identification des crises oubliées, le FCA retient les pays avec un Indice de Crise positif (existence d'une crise) et prend ensuite en compte l'Indice de Vulnérabilité, la couverture médiatique, l'aide humanitaire et l'aide au développement par habitant, ainsi que l'évaluation faite par les unités géographiques de la DG ECHO. Ainsi, la Commission Européenne prêtera en 2008 une attention particulière aux crises oubliées suivantes:

- la crise autour du conflit au Myanmar / Birmanie: les populations déplacées à l'intérieur du pays et réfugiées dans les pays voisins
- les populations affectées par le conflit en Abkhazie (Géorgie)
- les populations affectées par les différents conflits en Inde au Cachemire, dans le Nord-est de l'Inde, ainsi que le conflit autour des revendications naxalites
- les populations affectées par l'insécurité alimentaire dans la région du Nusa Tenggara Timur en Indonésie

¹¹ Leur nombre est donc en baisse comparativement à l'évaluation menée pour 2007, puisque le nombre de pays en crise et extrêmement vulnérables s'élevait à 24

- les réfugiés bhoutanais au Népal
- la crise en Haïti
- les populations affectées par le conflit en Tchétchénie (Fédération de la Russie)
- les réfugiés Sahraouis en Algérie
- les populations affectées par le conflit en Colombie.

4. PRIORITES GEOGRAPHIQUES POUR 2008

4.1 Afrique, Caraïbes et Pacifique

La stratégie de la DG ECHO pour 2008 pour les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique comprend 13 programmes pays¹² et 2 programmes régionaux¹³.

4.1.1. Corne de l'Afrique

La DG ECHO continuera à travailler et à renforcer la coopération avec les Délégations de la Commission dans le cadre du LRRD à travers ses bureaux régionaux de support et ses bureaux pays, afin d'assurer la cohérence et la complémentarité des interventions humanitaires avec les programmes de développement. En particulier, dans le domaine de la gestion des crises alimentaires et sanitaires chroniques, dont les causes sont multiples, la DG ECHO travaille en étroite coopération avec les autres services de la Commission, les donateurs et les autorités du pays pour mettre en place des stratégies de réponse durable. Dans ce cadre, le rôle de la DG ECHO est de répondre par des actions ponctuelles dans différents domaines, y compris l'aide alimentaire et la santé, qui s'articulent avec les programmes de développement à long terme. Des exemples concrets de ce type d'approche sont l'Initiative Régionale contre la Sécheresse dans la Corne d'Afrique et le Plan Global Sahel.

Soudan

L'évolution du processus de paix au Darfour demeure imprévisible et l'équilibre politique et sécuritaire au Soudan du Sud et dans les zones transitoires est périlleux. Le déploiement de l'UNAMID devrait améliorer la sécurité, et il est essentiel qu'il préserve également l'espace humanitaire. L'engagement de la DG ECHO restera considérable afin de contribuer au soutien de plus de 4 millions de personnes et notamment de 2,2 millions de déplacés au Darfour. Au Soudan du Sud, le service humanitaire de la Commission Européenne continuera à assister le retour et la réintégration des réfugiés, et à améliorer l'accès aux services de base et à la protection, notamment la santé, la nutrition et la sécurité alimentaire dans les zones de retour et dans les communautés faisant face à des difficultés extrêmes. Dans le Nord et les zones transitoires, une aide sera fournie à la réintégration des possibles rapatriés et aux déplacés dans les camps. Dans l'ensemble du pays, la réponse aux catastrophes naturelles et aux foyers

¹² Burundi, Tchad, République démocratique du Congo, Érythrée, Éthiopie, Haïti, Kenya, Liberia, Somalie, Soudan, Tanzanie, Ouganda, et Zimbabwe. A travers ces programmes, une complémentarité avec les autres instruments de la Commission est recherchée. Les enveloppes régionalisées B du reliquat du neuvième Fonds européen de développement (FED) pour l'aide d'urgence et l'aide humanitaire illustrent bien de cette volonté de couvrir les besoins imprévisibles, sur la base de la solidarité régionale.

¹³ Corne de l'Afrique et Sahel.

fréquents d'épidémies sera renforcée. Le soutien au transport aérien, à la logistique, à la sécurité et à la coordination sera renforcé, particulièrement dans le Sud où davantage de partenaires ont établi une présence. Les questions "transversales", telles que l'environnement, la protection des enfants, le genre et le VIH/SIDA recevront une attention particulière.

Initiative Régionale contre la Sécheresse (IRS)

Étant donné l'urgence chronique et structurelle, une nouvelle approche sera adoptée pour répondre aux besoins créés par la sécheresse, dans une perspective à moyen-long terme à développer dans le cadre de l'IRS, notamment dans les secteurs de l'eau et assainissement, ainsi que des moyens de subsistance dans les vastes régions, abandonnées, sèches et mal entretenues où les populations vulnérables vivent. Une évaluation à mi-parcours du programme de préparation à la sécheresse de 2006/2007 a recommandé une approche plus large et plus stratégique, demandant l'augmentation du champ d'application géographique, du financement, des secteurs de l'intervention et des périodes de mise en œuvre. Le LRRD tel que le continuum du DP/DMI¹⁴ au Kenya est recommandé et devrait être intensifié dans le programme qui suivra. La DG ECHO devrait combler des lacunes dans la mise à disposition des services et ainsi se faire promoteur de projets qui pourront ensuite être absorbés par le financement à plus long terme du gouvernement et/ou des acteurs de développement.

Érythrée

La dispute, non résolue, avec l'Éthiopie concernant la frontière a mené à un déclin systématique dans plusieurs secteurs contribuant à l'appauvrissement de la population. Ceci, ajouté aux graves sécheresses récurrentes dans un pays structurellement déficitaire sur le plan alimentaire où 40% de la population est composée de bergers semi nomades, à la désertification, à une infrastructure déficitaire et à l'insécurité le long de la frontière avec l'Éthiopie, est responsable de la détérioration de la situation humanitaire. La politique de sécurité alimentaire du gouvernement a abouti à une monétisation de toute l'aide alimentaire dans le pays, y compris les ressources du PAM. Le PAM a décidé de suspendre ses opérations aussi longtemps que cette divergence restera non résolue. Sur le plan humanitaire, la situation sanitaire et nutritionnelle des populations vulnérables est la source principale de préoccupation. Les restrictions imposées par le gouvernement aux agences humanitaires, particulièrement les ONGs, ont une incidence négative sur la capacité limitée du pays à répondre aux besoins considérables identifiés. Dans ce contexte, la stratégie pour 2008 vise à transférer à l'IRS les projets en matière d'eau et assainissement, ainsi que ceux en matière de moyens de subsistance, tandis que les besoins clés dans les domaines de la santé et de la nutrition continueront à être couverts par le programme pays. Une aide sera fournie dans les secteurs de la nutrition, de la santé, elle comprendra des activités de protection, ainsi que des opérations en faveur des déplacés. Considérant la politique actuelle du gouvernement en matière d'aide alimentaire, il ne semble pas possible, à ce stade, d'envisager une aide alimentaire.

Éthiopie

La situation politique globale reste fragile, et le conflit avec l'Érythrée voisine non résolu. L'inflation croissante érode le pouvoir d'achat de grands segments de la population. La violence est considérable dans le volatile Etat Régional Somalien. La sécurité alimentaire s'est

¹⁴ Disaster Preparedness/Disaster Management Initiative.

améliorée en 2007, malgré l'existence de zones où l'insécurité alimentaire demeure chronique. Néanmoins, plus de 2 millions de personnes pourraient encore avoir besoin de l'aide alimentaire d'urgence du fait de l'impact éventuel d'inondations, de l'échec localisé de la production agricole, et d'autres chocs. Une détérioration de la situation sanitaire est attendue suite à la sécheresse et aux inondations, une augmentation de la malnutrition dans les régions pastorales de réfugiés et déplacés, ainsi que des manifestations épidémiques. Une malnutrition sévère a été signalée dans les zones de réfugiés dans le sud et dans les zones de relocalisation de la région Oromya. Il y a un risque possible d'une augmentation du nombre de réfugiés à cause des conflits dans les pays voisins. Les projets en matière d'eau et assainissement, ainsi que ceux en matière de moyens de subsistance seront transférés à l'IRS, tandis que d'autres secteurs continueront à être couverts par le programme pays (soins de santé primaire et épidémies, protection, réfugiés et déplacés, risques climatiques) ou par la fourniture d'aide alimentaire, y compris à des fins de sécurité alimentaire et de nutrition. La restriction de l'accès à certains secteurs (par exemple à la région somalienne), le manque de sécurité, le conflit régional et les entraves bureaucratiques représentent les défis principaux pour la communauté humanitaire.

Kenya

Le Kenya est touché par les chocs des catastrophes naturelles récurrentes: sécheresses, inondations, éboulements et foyers épidémiques, particulièrement dans les provinces du Nord-Est où l'on trouve quelques-uns des plus mauvais indicateurs humanitaires de toute l'Afrique et dans lesquelles les services de base tels que la santé, l'eau et l'enseignement font défaut. La DG ECHO prévoit de se retirer progressivement du programme pays, mais elle restera présente par le biais de l'IRS. Le Kenya est également confronté à un nombre considérable de réfugiés somaliens à ses frontières orientales et de réfugiés soudanais dans le Nord-Ouest, en faveur desquels l'engagement de la DG ECHO restera significatif.

Somalie

Pendant les seize dernières années, la Somalie a connu une forte instabilité et un conflit ouvert avec des besoins humanitaires énormes aggravés par des sécheresses cycliques, des inondations et des manifestations épidémiques. Depuis la fin de 2006, la Somalie de Sud a souffert de combats récurrents qui se sont ajoutés à une série de chocs: une grave sécheresse; des inondations; des manifestations de fièvre de la vallée du Rift et de choléra ainsi que des récoltes agricoles perdues. 40% environ de la population vit dans un état de pauvreté extrême. Seul un tiers de la population a accès à l'eau potable et un quart profite d'une amélioration des installations sanitaires. En 2008, certains programmes en matière d'eau et assainissement et de sécurité alimentaire seront couverts par l'IRS, tandis que le programme pays comprendra la santé, l'aide aux déplacés, les abris, la protection et certaines activités rurales. Il est également envisagé d'apporter une aide alimentaire. Bien que les acteurs humanitaires restent engagés en Somalie, l'accès à certaines zones demeure difficile et risqué pour eux.

Ouganda

Dans la région d'Acholi au Nord de l'Ouganda, les pourparlers de paix Juba et les améliorations en matière de sécurité ont incité un premier processus de retour de 1,5 millions de déplacés et ont permis un accès sensiblement amélioré à la terre. Néanmoins, les déplacés dans l'Acholiland restent extrêmement prudents et seule une minorité est déjà retournée dans leurs villages d'origine. Les besoins humanitaires dans l'Acholi sont susceptibles de changer de nature, mais moins dans leur champ d'application. Il est prévu que les besoins causés

directement par la crise et ceux liés au processus de transition coexisteront au moins pour les 18-24 mois à venir, avec une augmentation progressive de ceux liés à la transition compte tenu du fait que les retours s'intensifient et que le processus LRRD s'accélère. La santé, la protection, la réhabilitation des infrastructures de base, ainsi que la sécurité alimentaire seront les principaux secteurs d'intervention. La région de Karamoja - où les conditions générales de sécurité se sont améliorées mais continuent à fluctuer en fonction de la saison et des moyens de subsistance - continue à être confrontée à des sécheresses récurrentes de plus en plus graves, à des récoltes agricoles défaillantes, et à la réduction constante des moyens de subsistance. Il s'agit de facteurs qui ont tous un impact négatif sur la santé tant humaine qu'animale. Année après année, le taux de malnutrition est toujours au-dessus des seuils d'urgence. Au Karamoja, certains programmes en matière d'eau et assainissement et de moyens de subsistance seront couverts par l'IRS. Un programme pays substantiel sera maintenu. Le LRRD sera renforcé à travers la recherche de complémentarité avec le Karamoja Development programme et le Northern Uganda Rehabilitation Programme (NUREP) financés dans le cadre du 9^{ème} FED.

4.1.2. Région des Grands Lacs, Afrique centrale et Océan Indien

Burundi

Le début quelque peu instable et indécis du gouvernement nouvellement élu a empêché le pays de profiter entièrement des dividendes de la paix. Il y a également eu une série de mauvaises récoltes suite aux inondations. Néanmoins, il y a une présence croissante de donateurs de développement et même d'investisseurs privés. Dans le cadre du 9^{ème} FED, un certain nombre de projets devant commencer au début de 2008 assureront potentiellement le processus LRRD, notamment dans les domaines de la santé, de la sécurité alimentaire et du développement rural. Dans ce contexte, la DG ECHO poursuivra son dégageement progressif dans les domaines de la santé, de la nutrition et de l'eau et assainissement, tout en poursuivant son aide dans les zones de rapatriement de réfugiés et déplacés, particulièrement où les donateurs de développement doivent encore atteindre une masse critique, ainsi que dans les camps de réfugiés congolais. Les secteurs de l'intervention continueront à être la santé, l'eau et l'assainissement et la sécurité alimentaire d'urgence.

République Unie de Tanzanie

La Tanzanie continue à accueillir l'un des plus grands nombres de réfugiés en Afrique, une charge qui ne s'est pas allégée aussi rapidement que l'on aurait pu attendre. Pour différentes raisons, comme une forte préoccupation pour leur propre sécurité dans la RDC et au Burundi, mais également en raison des questions de nature économique, les réfugiés ne rentrent pas de manière massive. Le gouvernement tanzanien a formellement exprimé son désir que le processus de rapatriement soit achevé à la fin 2007, ce qui semble pratiquement impossible compte tenu du fait qu'il reste plus de 270.000 réfugiés et que moins de 2000 personnes par mois retournent dans leur pays d'origine. La DG ECHO encouragera le HCR à accélérer le rapatriement volontaire mais il est évident qu'en 2008 l'agence devra maintenir son assistance en faveur des réfugiés qui restent dans les camps et continuer à financer les programmes de rapatriement.

République démocratique du Congo (y compris ECHO Flight)

Le gouvernement démocratiquement formé en 2007 tarde à progresser sur le front socio-économique. Les tensions ethniques restent élevées à l'Est, ce qui représente des sources

constantes de conflits dont la population locale est victime. Si non résolue, cette situation pourrait remettre le feu à un conflit sous-régional. Elle pourrait compromettre une transition complète de l'urgence vers le développement durable. La tendance globale reste l'amélioration avec un déploiement croissant de programmes de réhabilitation et de développement et d'investissement privé. Le déboursement des fonds du 9^{ème} FED continue dans les secteurs de la santé et de l'infrastructure, et les allocations au programme de réhabilitation à l'Est de la RDC ont augmenté. Toutefois, les besoins humanitaires restent considérables. Les secteurs d'intervention resteront la santé, l'eau et l'assainissement, la sécurité alimentaire, la protection et la logistique. En ce qui concerne la logistique, compte tenu de la spécificité géographique du pays et son infrastructure ainsi que du besoin de transport aérien, au cours de 2008, la DG ECHO maintiendra son engagement vis-à-vis d'ECHO Flight.

République Centrafricaine

L'insécurité largement répandue au Nord du pays en raison des exactions des forces de défense et de sécurité, des activités des mouvements rebelles, des braconniers et des coupeurs de route a eu tendance à aggraver la situation humanitaire. L'assistance d'urgence à la population civile, y compris de la part de la DG ECHO, a augmenté de façon significative en 2007. Cette assistance prenait en compte tant les besoins de la population que la perspective des actions de développement envisagées notamment par la Commission Européenne dans une optique LRRD. Le maintien de la présence de la FOMUC (Force Multinationale en Centrafrique) en 2008 pourrait contribuer à la sécurisation du pays, ce qui devrait faciliter la délivrance de l'assistance humanitaire et le lancement de programmes de développement dans les zones où elle est déployée. La DG ECHO demeurera présent et continuera de suivre attentivement la situation humanitaire tout en modulant ses interventions en fonction de l'évolution de la situation et des besoins.

4.1.3. Afrique Australe

Zimbabwe

Le gouvernement a persisté avec des politiques qui ont mené à une chute économique drastique, à une inflation galopante et à une pénurie des marchandises essentielles accessibles aux populations. Non seulement les services essentiels (notamment la santé, l'eau et l'assainissement) se sont davantage détériorés, mais les produits alimentaires sont devenus de plus en plus difficiles à trouver. Beaucoup quittent le pays, particulièrement le personnel qualifié. La malnutrition tant chronique qu'aiguë augmente, avec des seuils d'urgence dans certaines zones. En raison de la détérioration générale actuelle de la situation, qui s'ajoute à la grave sécheresse, le défi en 2008 sera considérable, et la DG ECHO et ses partenaires devront assister une population éprouvant le "*développement rétrograde*" et où l'aide, et l'aide alimentaire notamment, est susceptible d'être hautement politisée dans un pays où le développement régulier des programmes a été suspendu et où les interventions humanitaires d'urgence sont soumises à l'interférence du gouvernement. Les besoins humanitaires pour 2008 sont maintenant prévus à un niveau au moins égal à celui de l'année dernière dans les domaines de la sécurité alimentaire / de l'aide alimentaire, de la santé, de l'eau et de l'assainissement. Les interventions humanitaires en 2008 seront coordonnées avec les autres programmes appropriés de la CE afin d'assurer leur complémentarité.

4.1.4. Afrique de l'Ouest

Tchad

La crise de protection continue dans la partie orientale du pays, où se trouvent plus de 230.000 réfugiés soudanais et environ 175.000 déplacés tchadiens qui continuent à souffrir de l'insécurité très répandue, particulièrement dans les zones arides où la concurrence pour les ressources naturelles rares aggrave des tensions et des rivalités de longue date. L'accès aux bénéficiaires reste difficile dans plusieurs zones. La situation se complexifie encore davantage avec la présence de quelques 48.000 réfugiés de la République centrafricaine dans le sud. Au cas où le déploiement envisagé d'une force armée de l'UE, complémentaire à une force de maintien de la paix des NU, parvient à augmenter la sécurité à l'est tout en préservant l'espace humanitaire, il serait possible d'envisager des programmes volontaires de retour pour les déplacés, ainsi que des programmes de réhabilitation et réadaptation rapide. Néanmoins, il est prévu que cela durera au-delà de l'année 2008 et donc l'aide de la DG ECHO aux déplacés pour l'année prochaine est nécessaire. Le service d'aide humanitaire de la Commission Européenne continuera également son soutien aux réfugiés soudanais dans les camps, ainsi qu'aux populations vulnérables résidentes à l'est et aux réfugiés de la République centrafricaine dans le sud. À la fois en ce qui concerne les réfugiés soudanais et les déplacés, la DG ECHO se concentrera sur la protection, la santé, l'eau et l'assainissement, la sécurité alimentaire et l'aide alimentaire, le combustible et les articles de chauffage, la coordination, l'enseignement dans les camps, et l'aide au service aérien humanitaire.

Sahel

Le plan global Sahel¹⁵ 2007 de la DG ECHO a eu un impact très significatif sur la promotion d'une approche LRRD en matière de vulnérabilité aiguë et de malnutrition. En engageant les fonds et en mobilisant des partenaires pour réduire le risque d'une nouvelle crise semblable à celle de 2005, la DG ECHO a stimulé l'adoption d'un mécanisme coordonné d'aide où les instruments à court et à long terme de la Commission Européenne ont collaboré pour réaliser une réduction soutenue de la faim et de la mortalité infantile et maternelle (objectifs prioritaires du Objectifs du Millénaire pour le Développement). Les résultats de l'évaluation en temps réel devraient confirmer largement le succès du programme. Pour 2008, donc, il est proposé de maintenir la même approche avec 3 piliers : a) Consolidation de la base de connaissance (comprenant les causes de la vulnérabilité et de la malnutrition aiguës) ; b) Effet démonstratif des projets pilotes (la malnutrition aiguë n'était pas inévitable et elle aurait pu être traitée au niveau local par le biais d'une alimentation et de stratégies sanitaires innovatrices) ; c) Plaidoyer pour l'intégration des préoccupations humanitaires dans la planification du développement et l'allocation des ressources. Toutefois, il est proposé d'élargir la couverture géographique du programme pour inclure les régions sahéniennes des pays voisins où une malnutrition aiguë a été rapportée donnant lieu à inquiétude croissante.

Libéria

La Commission Européenne s'est formellement engagée à poursuivre son 'aide humanitaire dans le but d'assurer la transition vers le développement. Le 10^{ème} FED, une fois finalisé, inclura le processus "LRRD dans un Etat fragile sortant d'un conflit" comme domaine d'action. Le secteur de la santé a été identifié comme le secteur le plus critique au cours de la

¹⁵ Comprenant le Burkina Faso, Le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad.

période de transition, et la DG ECHO restera engagée dans ce secteur au moins jusqu'à la fin 2008. Des besoins énormes doivent toujours être couverts dans le secteur de l'eau et assainissement, à la fois dans les zones urbaines et rurales où très peu de programmes de développement sont mis en œuvre. Le rapatriement assisté des réfugiés libériens s'est terminé en juin 2007, et il n'est pas prévu de fournir davantage d'aide dans ce secteur en 2008. En ce qui concerne les opérations de sécurité/moyens de subsistance alimentaires, afin de répondre à l'absence de financement jusqu'à ce que la nouvelle ligne budgétaire FSTP (Food Security Thematic Programme) produise des résultats tangibles sur le terrain, la DG ECHO maintiendra une enveloppe pour les interventions intégrées d'aide au revenu. Les besoins de la population la plus vulnérable restent toujours critiques. L'aide à des groupes ciblés tels que les mères et les enfants sera maintenue particulièrement en ce qui concerne la nutrition et la santé, ainsi que le service aérien humanitaire. Compte tenu des besoins humanitaires actuels dans le pays, ainsi que du temps nécessaire afin que les instruments disponibles dans le cadre de l'aide au développement soient entièrement opérationnels, la DG ECHO maintiendra son niveau d'assistance.

Mauritanie - Sénégal

Le gouvernement mauritanien a annoncé qu'il souhaite faciliter le rapatriement volontaire des quelques 30.000 réfugiés mauritaniens qui se trouvent toujours au Sénégal depuis la crise de 1990 concernant la frontière entre la Mauritanie et le Sénégal. L'opération de rapatriement sera organisée par le HCR en coopération avec d'autres agences onusiennes et ONGs. La première vague de rapatriés devrait comprendre 12.000 personnes. La logistique ainsi que les besoins dans les lieux de destination en Mauritanie sont en train d'être examinés par les agences spécialisées. La DG ECHO contribuera à l'opération.

4.1.5. Caraïbes et Pacifique

La DG ECHO continuera le monitoring de 22 pays des Caraïbes et 15 pays du Pacifique, répondant si nécessaire avec des opérations de secours. Selon une étude d'évaluation financée par la DG ECHO, Haïti est considéré comme une crise oubliée, avec des indicateurs humanitaires très inquiétants tels que ceux concernant l'accès à la santé, la mortalité des enfants en dessous de 5 ans et la malnutrition aiguë globale. Cela reflète non seulement la pauvreté structurelle, mais aussi l'impact cumulatif d'une urgence complexe et des catastrophes naturelles répétées, ce qui laisse les personnes avec une capacité minimale ou inexistante de satisfaire leurs besoins. Des fonds seront alloués pour Haïti en 2008 afin d'apporter une aide alimentaire, ainsi qu'une assistance dans les secteurs de la santé et de l'eau et assainissement.

4.2 Méditerranée et Proche Orient

Les Territoires Palestiniens Occupés

La situation humanitaire en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza s'est encore détériorée en 2007 suite à la crise budgétaire qui a frappé l'autorité palestinienne (AP) depuis que le Hamas a remporté les élections du Conseil législatif palestinien (PLC) en janvier 2006. Le renforcement de la sécurité israélienne, les restrictions des accès, la reprise des opérations militaires israéliennes ainsi que la recrudescence des combats intra-Palestiniens avec comme point culminant, mi-juin la prise de pouvoir par le Hamas de la Bande de Gaza et la nomination, à Ramallah, d'un nouveau gouvernement reconnu par la communauté internationale, ont également contribué à la dégradation de la situation humanitaire.

Une des préoccupations majeures est l'isolement de la population de la Bande de Gaza depuis la fermeture des points de passage avec la Bande de Gaza suite à la prise de pouvoir par le Hamas. Ce verrouillage des importations clés (notamment de matières premières destinées aux secteurs agricoles et industriels) et des exportations a eu comme conséquence un affaiblissement sévère de l'économie. De ce fait, le niveau de pauvreté a augmenté 9 points, passant de 79% (juillet 2006) à 88% (juillet 2007), créant une dépendance d'une proportion croissante de la population à l'aide humanitaire. Malgré la reprise de l'aide internationale au nouveau gouvernement palestinien, la situation des palestiniens en Cisjordanie reste critique, principalement en raison des restrictions de mouvements qui leur sont imposées et, pour les populations affectées, de la construction du mur de séparation.

Dans cette situation, et malgré un développement politique positif en Cisjordanie, les perspectives humanitaires pour les Territoires palestiniens occupés restent extrêmement sombres pour 2008, notamment pour les Palestiniens vivant dans la bande de Gaza. La situation étant extrêmement volatile, il est très difficile de prédire l'évolution des besoins humanitaires mais la DG ECHO poursuivra son programme d'aide humanitaire. Alors que le budget 2007 couvre les besoins jusqu'à la mi-2008, le montant proposé pour 2008 couvrira la période de mi-2008 à fin 2008, ce qui signifie que le montant total des financements pour 2008 représentera une légère augmentation. Le programme continuera de viser les populations les plus vulnérables dans les secteurs suivants : l'assistance aux ménages via l'aide alimentaire et la création d'emplois temporaires, la santé, l'eau et l'assainissement, l'aide psychosociale, la protection et la coordination.

Liban, Jordanie et Syrie

Le Liban, la Jordanie et la Syrie hébergent ensemble environ 2.675.000 réfugiés palestiniens. Ceux qui se trouvent en Jordanie (1.800.000) et en Syrie (430.000) sont bien intégrés dans la société. Par contre, au Liban (445.000), où ils sont victimes de discrimination, 53% des réfugiés vivent dans de mauvaises conditions dans 12 camps officiels et un certain nombre de camps non-officiels. Le conflit qui a en grande partie détruit le camp de Nahr el Bared durant l'été 2007 a encore aggravé les conditions de vie des 30.000 réfugiés palestiniens qui ont perdu leur maison et leurs biens. Bien que le gouvernement libanais ait déclaré son intention de limiter les contraintes juridiques actuelles d'accès à plus de 70 professions, il est peu probable que ces mesures aient un effet à court terme. L'intervention humanitaire en faveur des réfugiés palestiniens, financée dans une large mesure sur le budget 2007, se concentrera donc sur le Liban (la reconstruction des abris, la santé, l'eau et l'assainissement, des offres d'emploi et l'aide aux groupes vulnérables tels que les enfants, les personnes âgées et handicapées), sans exclure une éventuelle intervention dans le secteur de la construction/reconstruction d'abris en Jordanie et en Syrie.

Crise irakienne

La crise humanitaire en Irak continue de s'aggraver avec un nombre croissant d'irakiens déplacés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Le HCR et le Croissant rouge irakien estimaient le nombre d'irakiens déplacés, mi 2007, à 4,2 millions, avec un taux mensuel de déplacement allant jusqu'à plus de 60.000 personnes, contre 50.000 précédemment. Plus de 2 millions d'Irakiens sont déplacés à l'intérieur de l'Irak.

La situation politique et humanitaire en Irak est extrêmement complexe et la violence est de plus en plus sectaire. Les besoins humanitaires augmentent en permanence. Selon la Fédération Internationale de la Croix-Rouge et les sociétés nationales du croissant rouge, 70%

de la population n'a pas accès à l'eau potable. L'Organisation Mondiale de la Santé déclare aussi que le secteur de la santé en Irak est sur le point de s'effondrer. 20% des enfants souffrent de malnutrition, et les hôpitaux manquent de personnel médical. On estime le taux de chômage à 70%. Dans ce contexte, la capacité opérationnelle des acteurs humanitaires est mise à mal tant par l'insécurité générale que par une perte de confiance par la population locale des organisations internationales car ces dernières sont assimilées aux forces d'occupation. La DG ECHO et d'autres bailleurs de fonds qui se sont engagés à une réponse humanitaire neutre et impartiale se retrouvent donc face à un nombre limité d'acteurs capables de fournir une réponse basée strictement sur les principes humanitaires dans l'Irak d'aujourd'hui. La plupart des ~ 2,2 millions de réfugiés irakiens au Moyen-Orient vit en Syrie (1,4 million), Jordanie (500.000 - 750.000), Liban (40.000), Égypte (100.000), Iran (54.000) et Turquie (10.000). Alors que la Syrie avait jusqu'ici maintenu ses frontières ouvertes aux irakiens fuyant la violence de leur pays d'origine, la frontière jordano-irakienne est pratiquement fermée aux réfugiés irakiens et la Syrie a annoncé en septembre 2007 l'introduction d'un système de visas pour les irakiens. Une grande partie des réfugiés les plus pauvres récemment arrivés vivent dans des conditions très précaires. Leur situation devrait s'aggraver encore avec la réduction progressive de leurs économies et des autres moyens de subsistance.

En raison des besoins humanitaires importants en Irak et dans les pays voisins, la DG ECHO prévoit, en 2008, de continuer à fournir une réponse appropriée à cette crise humanitaire, à la fois en termes de services de base aux populations touchées les plus vulnérables (la santé, l'eau et l'assainissement, l'alimentation, l'aide psychosociale, les produits alimentaires de base) et en termes de protection et d'aide à la coordination. Le niveau et les modalités de l'aide humanitaire, devront cependant refléter les conditions de mise en œuvre et de suivi résultant des contraintes politiques dans les pays d'accueil et les contraintes de sécurité et d'accès à l'intérieur de l'Irak.

Yémen

Après des années de réponses aux conséquences des conflits et catastrophes naturelles au Yémen, la DG ECHO a mis en œuvre une stratégie de sortie en 2007. Cependant, l'afflux continu de réfugiés de la Corne de l'Afrique qui était le principal objet du financement en 2007 et le conflit dans le nord du pays, pourraient tous deux, nécessiter un nouveau financement du service d'aide humanitaire de la Commission Européenne en 2008.

Réfugiés sahraouis

Les réfugiés sahraouis, qui vivent depuis 1975 dans des camps dans la région désertique de Tindouf en Algérie, continuent d'être victimes d'une des crises humanitaires les plus anciennes et largement oubliées. Si en 2007, il y a eu une reprise des négociations directes - les premières depuis dix ans - entre le Front Polisario et le Maroc, la perspective d'un changement radical dans la situation des réfugiés est improbable dans le court terme. Les réfugiés sont fortement dépendants de l'aide humanitaire internationale pour leur survie. En 2008, l'aide humanitaire de la Commission Européenne devra donc être maintenue et couvrira les secteurs de base tels que l'alimentaire, la santé et la nutrition, l'eau et l'assainissement et les biens non alimentaires de base. Les efforts de coordination sectorielle afin d'améliorer la qualité de l'aide apportée se poursuivront en 2008. Par ailleurs, le dialogue avec les partenaires de la Commission et avec les Autorités sahraouies sera poursuivi afin d'améliorer la qualité, le ciblage, la mise en œuvre et le suivi des projets.

4.3 Caucase, Europe et Asie centrale

Tchéchénie, Ingouchie et Daghestan

La tendance observée en 2006 quant à la stabilisation de la situation en Tchéchénie s'est vue confirmée en 2007 : la Tchéchénie a plus ou moins retrouvé la paix. Les poches de résistance qui demeurent sont limitées à quelques zones géographiques et ciblent les forces armées. En revanche, la sécurité a continué de se détériorer dans la république voisine d'Ingouchie où la plupart des organisations humanitaires ont fermé leurs bureaux pour s'installer à Grozny, à l'exception des Nations Unies qui ont dû se déplacer en Ossétie du Nord, n'ayant pas reçu l'autorisation de Moscou d'ouvrir des bureaux en Tchéchénie et ayant dû fermer leurs bureaux en Ingouchie à la suite d'un incident de sécurité.

Le processus de reconstruction amorcé en 2006 a pris de l'ampleur en 2007, notamment après la désignation de Ramzan Kadyrov comme Président de la Tchéchénie en mars. Le résultat est déjà assez spectaculaire à Grozny, où la plupart des immeubles sont reconstruits ou en voie de l'être. Cet effort massif de reconstruction se concentre davantage sur Grozny, où le niveau de destruction était le plus élevé, mais il a également commencé à toucher d'autres villes et districts de la République.

En conséquence, la situation socio-économique générale commence à s'améliorer et la Tchéchénie est désormais engagée sur la voie de la réhabilitation. La DG ECHO a tenu compte de ces développements positifs et a déjà adapté sa réponse humanitaire l'année dernière, avec une diminution de son budget et l'abandon d'un certain nombre de secteurs d'intervention. Cette orientation sera poursuivie et renforcée en 2008, avec une nouvelle diminution. Toutefois, en raison de l'étendue des destructions causées par deux guerres qui ont laissé le territoire en ruines et épuisé la population, les besoins humanitaires des foyers les plus vulnérables demeurent nombreuses et justifient la poursuite de l'aide humanitaire et sa concentration sur la protection, la réhabilitation des maisons des familles qui sont rentrées et des programmes de sécurité alimentaire et de génération de revenus. Dans le cadre de la stratégie de sortie de la DG ECHO, les projets générateurs de revenu sont la réponse la mieux adaptée dans un contexte de transition entre aide humanitaire et réhabilitation de par leur impact positif et durable sur les moyens d'existence et sur l'autosuffisance des bénéficiaires. Les personnes déplacées en Ingouchie et au Daghestan seront aussi couvertes par cette assistance.

Bien sûr, la mise en œuvre de cette stratégie dépendra de l'évolution de la situation. L'accès aux bénéficiaires en Tchéchénie a été très bon jusqu'à l'été et la sécurité s'est fortement améliorée, ce qui devrait permettre à la DG ECHO de faire un monitoring normal de ses programmes mais la situation devra être suivie de près alors que des élections législatives et présidentielles sont prévues pour décembre 2007 et mars 2008 en Russie et que de nouvelles restrictions à la présence de personnel international en Tchéchénie viennent d'être mises en place.

Azerbaïdjan

En Azerbaïdjan, l'aide humanitaire communautaire poursuivra son action amorcée en 2006 pour venir en aide aux 2.200 réfugiés tchéchènes qui sont entièrement dépendants de l'aide humanitaire étant donné qu'ils ne reçoivent pas le statut de réfugiés et qu'ils vivent dans des conditions très précaires, confrontés à des problèmes de protection, à Bakou et dans la région.

Géorgie

En Géorgie, la DG ECHO transfère graduellement ses activités à d'autres services de la Commission Européenne qui mettent en œuvre des programmes de réhabilitation et de développement. La DG ECHO s'est déjà retirée avec succès de l'ouest de la Géorgie. Toutefois, des besoins humanitaires demeurent en Abkhazie, en raison du conflit non résolu avec Tbilissi et de l'isolement international de la République autoproclamée indépendante. En 2008, le service d'aide humanitaire de la Commission Européenne poursuivra, avec les fonds de 2007, le financement de la réhabilitation de base des maisons des réfugiés qui sont rentrés et des activités de sécurité alimentaire pour les familles les plus vulnérables. Une contribution plus limitée du budget 2008 est prévue en complément au programme de réhabilitation financé par la Commission Européenne (Politique européenne de voisinage) qui devrait démarrer au début de l'année prochaine, permettant à la DG ECHO de se retirer progressivement de cette crise.

Moldavie

En réponse à la grave sécheresse qui a touché la Moldavie en 2007, la DG ECHO a financé un programme d'aide d'urgence aux fermiers les plus vulnérables afin de les aider à survivre pendant l'hiver 2007-2008. Une nouvelle évaluation de la situation sera conduite au début de l'année 2008 afin de déterminer s'il y a lieu de prendre une décision de suivi destinée à aider les fermiers à reconstituer le stock de bétail qu'ils ont dû vendre pendant la crise.

Asie centrale

En 2007, la Commission Européenne /DG ECHO a achevé son plan de retrait du Tadjikistan initié en 2003. La Commission maintiendra cependant une vigilance en Asie centrale, zone d'instabilité chronique, et compte tenu de la récurrence des catastrophes naturelles, elle prolongera sa présence dans la région à travers la poursuite du programme DIPECHO.

4.4 Asie

Toutes les régions d'Asie, ainsi que celles de l'Amérique Latine, sont extrêmement sujettes aux catastrophes naturelles, telles que les ouragans, les cyclones, les éruptions volcaniques, les tremblements de terre, les glissements de terrain et les inondations, tandis que les populations sont marquées par un fort degré de vulnérabilité. Tout comme les années précédentes, la DG ECHO agira en réponse à ces catastrophes naturelles dès lors que les capacités tant nationales que locales à faire face à la situation ne seront pas suffisantes et viseront les groupes les plus vulnérables.

4.4.1 Asie du Sud et du Sud Ouest

Afghanistan – Pakistan -Iran

Depuis la chute des Talibans en 2001, 5 millions de réfugiés (environ 20% de la population) sont rentrés en Afghanistan, dans un pays dévasté par 25 ans de guerre civile. La stratégie initiale de la DG ECHO était de réduire progressivement l'aide humanitaire, au fur et à mesure que l'aide au développement et à la reconstruction augmenterait. Cependant, la situation sécuritaire dans le pays s'est brutalement détériorée, ce qui a rendu les projets de reconstruction impossibles dans de nombreuses zones, et ce qui a créé de nouveaux besoins humanitaires. Par conséquent, la DG ECHO prévoit désormais d'augmenter son intervention dans le pays, en particulier en faveur du nombre grandissant de réfugiés et de déplacés, qui

restent très vulnérables. La première priorité sera de les aider à rester dans le pays, en soutenant les programmes d'assistance et de soutien aux réfugiés du HCR en Afghanistan, Pakistan et Iran. En 2007, plus de 350.000 Afghans sont rentrés dans leur pays, et les positions des gouvernements pakistanais et iranien laissent à prévoir de nouvelles vagues de réfugiés et déplacés en 2008. Un grand nombre de ceux-ci reviendront habiter dans des zones fragiles, où ils seront très vulnérables. L'aide humanitaire de la Commission Européenne vise à satisfaire leurs besoins en abris, eau et assainissement, et nourriture, et visera d'abord les zones recevant beaucoup de réfugiés mais peu d'aide au développement ou à la reconstruction. La deuxième priorité sera la protection, avec le CICR comme partenaire principal. Le service humanitaire de la Commission Européenne financera également des programmes en eau et assainissement en faveur des populations locales n'ayant pas bénéficié de l'aide au développement ou à la reconstruction. Enfin, la DG ECHO continuera à soutenir le Bureau de Sécurité Afghan des ONGs (ANSO) ainsi que les vols humanitaires de PACTEC. La situation sécuritaire précaire en Afghanistan rend difficile la mise en œuvre des projets qui sont, dans les zones particulièrement dangereuses pour les expatriés, de plus en plus gérés par du personnel humanitaire Afghan. Enfin, l'aide humanitaire communautaire, en collaboration étroite avec la Délégation de Kaboul, coordonne son assistance avec celle des autres bailleurs de fond.

Sri Lanka

Depuis le milieu de l'année 2006, la reprise de la guerre civile au Sri Lanka a conduit au déplacement de 184.000 personnes. Avec l'intensification des combats et le peu de perspectives d'amélioration de la situation, le nombre de déplacés pourrait atteindre les 500.000 à la fin 2008. Le pays, qui manque déjà de ressources pour aider les 350.000 personnes déplacées au début de ce conflit, ne sera pas capable de faire face à cette nouvelle crise humanitaire. Les personnes déplacées sont donc entièrement dépendantes de la communauté humanitaire. La DG ECHO continuera à les soutenir et à les aider à se réinstaller. Le service humanitaire de la Commission Européenne continuera également à venir en aide à la communauté sri-lankaise réfugiée au Tamil Nadu en Inde, qui compte environ 80.000 personnes. Bien que la situation humanitaire au Sri Lanka n'ait cessé de se détériorer en 2007 et qu'un nombre croissant de déplacés soit prévisible en 2008, l'assistance fournie par la DG ECHO est limitée par les restrictions continues du gouvernement, tant sur l'accès à certaines zones que sur les activités humanitaires proprement dites.

Népal

Le Népal est le théâtre de deux crises humanitaires. Bien que le cessez-le-feu entre le gouvernement et l'insurrection maoïste ait été en grande partie respecté et que des élections soient prévues, la situation reste fragile. Bien que le conflit soit officiellement terminé, le pays compte encore environ 200.000 déplacés. En 2008, l'aide humanitaire communautaire restera similaire à celle de 2007, et cherchera à faciliter le retour des déplacés et à aider à s'installer ceux s'avérant incapables de rentrer chez eux. L'accent sera mis sur la protection, la santé, l'eau et l'assainissement, ainsi que sur la nutrition. La DG ECHO continuera également à financer l'aide alimentaire aux 107.000 réfugiés bhoutanais cantonnés à des camps à la frontière avec l'Inde, tout en cherchant une solution durable à cette situation, en collaboration étroite avec les autres bailleurs de fonds. Les Etats-Unis et d'autres pays ont annoncé leurs intentions d'accueillir jusqu'à 65.000 réfugiés dans les 4-5 ans à venir, mais les actions d'intimidation de certaines factions politiques dans les camps ne facilitent pas ce processus.

Inde

En Inde, les crises affectant les populations victimes du conflit séparatiste au Jammu et Cachemire et la rébellion naxalite sont des crises oubliées. Protection et soutien psychologique seront les principales composantes de l'aide apportée par la Commission Européenne au Jammu et Cachemire, aide qui sera au même niveau que celle de 2007. La DG ECHO continuera également l'assistance apportée depuis 2007 aux victimes de la rébellion naxalite dans l'état de Chhattisgarh, principalement dans les domaines de la santé, de l'eau et de l'assainissement.

Bangladesh

Au Bangladesh, les programmes d'aide humanitaire aux victimes des moussons de 2007 continueront. Les programmes lancés fin 2007 pour aider les 10.000 réfugiés Rohingyas à s'installer devraient couvrir leurs besoins en 2008.

4.4.2 Asie du Sud-Est et de l'Est

Birmanie/Myanmar - Thaïlande

Depuis sa création, la DG ECHO est impliquée en Birmanie/Myanmar qui a été jusque présent considérée comme une crise oubliée. Cependant, compte tenu de la forte médiatisation donnée aux manifestations d'août et septembre 2007 et à la féroce répression qui s'en est ensuivie, la Birmanie/Myanmar pourrait sortir des critères de définition d'une crise oubliée. Toutefois il est important de faire une distinction entre la crise politique et économique qui reçoit une attention soutenue de la part des médias internationaux et de l'opinion publique, et les besoins humanitaires, qui restent encore très largement ignorés, des populations déplacées, réfugiées et apatrides.

A cet effet, une décision de financement conséquente sera prise à la fin de l'année 2007 afin de couvrir les besoins prévisibles pour 2008. La DG ECHO continuera à assurer la protection et l'aide aux groupes les plus vulnérables, y compris la population apatride du Rakhine du Nord et les personnes déplacés des Etats de l'Est de la Birmanie/Myanmar. Ce soutien sera apporté en dépit des restrictions que les autorités continuent à imposer aux organisations humanitaires et les difficultés d'accès à de larges régions du pays, en particulier les zones frontalières avec la Thaïlande et la Chine, dans lesquelles vit la majorité des groupes ethniques minoritaires. L'appui se concentrera sur la protection, la santé et l'eau et l'assainissement ; le service d'aide humanitaire communautaire se retirera du secteur de l'aide alimentaire d'ici la fin 2008, ce secteur devant être pris en charge par d'autres instruments communautaires. Les 150.000 réfugiés birmans vivant dans les camps en Thaïlande continueront à recevoir de l'aide alimentaire et des soins sanitaires, tandis que les efforts pour trouver une solution durable au problème des réfugiés birmans en Thaïlande seront poursuivis conjointement avec les autres principaux donateurs. Ceux qui quittent les camps pour des pays tiers seront probablement remplacés par de nouveaux arrivants fuyant la Birmanie/Myanmar.

La DG ECHO tient également à aider les 8.000 Hmong du Laos qui vivent dans un camp sur la frontière orientale de la Thaïlande, pour autant qu'une stratégie globale soit acceptée par les gouvernements thaï et laotien.

Timor Oriental

Au Timor Oriental, la DG ECHO continuera à apporter une aide aux populations déplacées par la crise politique et sécuritaire qui a démarré en 2006. Comme les taux de malnutrition et l'insécurité alimentaire restent très élevés dans l'ensemble du pays, les communautés les plus vulnérables dont la situation a été aggravée par la crise, seront également appuyées.

Indonésie

En Indonésie, une aide ponctuelle est prévue pour venir en aide aux populations vulnérables de l'est du pays victimes de malnutrition aiguë, en particulier dans la province de Nusa Tenggara Timur. La situation d'insécurité alimentaire s'est graduellement aggravée ces derniers mois pour atteindre des niveaux préoccupants et les capacités des populations à faire face se sont peu à peu épuisées.

Corée du Nord

La DG ECHO maintient son plan de sortie de la Corée du Nord, au regard de la relative stabilité de la situation humanitaire, et prévoit de fermer son bureau de Pyongyang pendant l'été 2008, au bénéfice des activités d'EuropeAid/AIDCO. Toutefois, en raison du risque de reprise de la famine et la régularité des désastres naturels tels que les inondations de l'été 2007, la possibilité de nouvelles interventions ne peut pas être complètement exclue.

4.5 Amérique Latine

Colombie

En dehors de sa réponse apportée aux désastres naturels et aux crises alimentaires non prévisibles, la Colombie est la seule intervention planifiée de la DG ECHO en Amérique Latine. Le conflit interne dans le pays ne montre aucun signe de diminution et les perspectives de négociations de paix restent plutôt faibles, avec des paramilitaires démobilisés qui à présent se réarment et forment de nouveaux groupes illégaux. Chaque année, il y a plus de 200.000 nouveaux déplacés internes en Colombie, mais la nature du conflit est telle qu'il est impossible de prévoir la localisation de ces personnes. 3,5 million de personnes ont été déplacées au cours des deux dernières décennies, le deuxième nombre le plus important au monde. Le conflit a créé un flux croissant de personnes vers l'Equateur, le Venezuela et Panama, avec selon le HCR, 50.000 réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés et 450.000 personnes "de préoccupation" pour le HCR dans ces trois pays. La DG ECHO prendra une décision régionale de financement du même niveau qu'en 2007 puisque l'intensité du conflit ainsi que le nombre de personnes récemment déplacées et de réfugiés n'ont pas changé de façon significative au cours de l'année passée. En Colombie, les opérations de protection et d'aide se concentreront comme par le passé, sur ceux qui ont été récemment déplacés, et ce pendant une période pouvant aller jusqu'à 12 mois tandis qu'une aide d'urgence sera octroyée durant les 3-6 premiers mois suivant le déplacement. Les zones dans lesquelles il n'y a pas ou peu de présence gouvernementale seront ciblées, tout particulièrement les zones rurales les plus éloignées. L'aide continuera aussi à être octroyée aux communautés qui sont bloquées ou confinées par des groupes armés ou en situation de risque à cause de la présence d'acteurs armés. La protection des enfants et la sensibilisation aux mines seront des questions transversales importantes. Dans toutes les activités, l'accent sera mis sur une stratégie de sortie ou de reprise, que ce soit par d'autres programmes de la Commission Européenne ou d'assistance gouvernementale partout où la nature changeante du conflit le permet. En

Equateur, au Venezuela et au Panama, la DG ECHO fournira protection et assistance aux réfugiés et personnes "de préoccupation" pour le HCR qui ont fui la Colombie avec une attention particulière aux "cas invisibles", ainsi dénommés.

5. PRIORITES HORIZONTALES

5.1 Mise en œuvre du consensus européen sur l'aide humanitaire

Si le consensus sur l'aide humanitaire est adopté comme prévu à la fin de 2007, la DG ECHO sera amenée à définir en 2008 un programme de travail identifiant des actions concrètes pour sa mise en œuvre. Suite à l'adoption de ce programme, la DG ECHO prendra les initiatives nécessaires pour mettre progressivement en œuvre les objectifs du consensus.

5.2 Aide alimentaire humanitaire

Les principaux objectifs de la DG ECHO en matière d'aide alimentaire humanitaire en 2008 incluront:

- Sauver des vies et soulager les souffrances en apportant une assistance alimentaire d'urgence aux populations vulnérables affectées par des crises.
- Rétablir et maintenir un état nutritionnel stable pour les populations affectées par des crises, à travers la prévention et le traitement de la malnutrition aiguë.
- Protéger les moyens de subsistance menacés par les crises et aider, à travers une aide précoce et de court-terme, à la restauration de ces moyens de subsistance dans les situations de post-crisis afin de rétablir la sécurité alimentaire et stabiliser l'état nutritionnel des populations.
- Améliorer l'efficacité de la distribution de l'aide dans les opérations d'aide alimentaire et de sécurité alimentaire d'urgence.

L'année 2008 sera critique pour les réponses d'aide alimentaire humanitaire dans le monde entier. Les coûts croissants des produits alimentaires et de leur transport, combinés avec des contributions potentiellement réduites des donateurs traditionnels du secteur et sans qu'il soit certain que les besoins humanitaires déclinent par rapport à 2007 suggèrent que le budget d'aide alimentaire de la DG ECHO sera d'autant plus stratégique et important. Il est donc indispensable que la DG ECHO se concentre d'avantage sur la qualité de l'aide alimentaire qu'elle fournit, sur son impact et sur son ciblage.

Afin de conserver sa flexibilité et de pouvoir s'adapter aux urgences imprévues, en 2008, le service d'aide humanitaire de la Commission Européenne initiera à nouveau deux décisions distinctes d'aide alimentaire. La première sera consacrée à la réponse apportée à tous les besoins anticipés dans les crises en cours en soutenant les Nations Unies, la Croix-Rouge et les ONG dans les secteurs de l'aide alimentaire, de la nutrition et de la sécurité alimentaire d'urgence. Ces ressources permettront de maintenir l'approvisionnement en aide alimentaire dans les premiers mois de l'année (avant que les contributions des autres donateurs ne soient confirmées), en tenant compte des délais d'acquisition des produits, et de poursuivre l'aide de la DG ECHO dans les secteurs de la nutrition et de la sécurité alimentaire d'urgence jusqu'à la mi-2009. La deuxième décision contribuera à la réponse à toute nouvelle crise émergente ou à

toute rupture éventuelle de l'approvisionnement en aide alimentaire ayant une incidence sur les opérations humanitaires d'aide alimentaire prioritaires plus tard pendant l'année.

En 2008, la DG ECHO continuera à promouvoir une prise de décisions fondée sur l'identification objective des besoins dans la gestion de l'aide alimentaire humanitaire. Un nouveau formulaire d'évaluation des besoins liés à l'insécurité alimentaire dans les crises humanitaires, conçu pour un usage interne et basé sur une consolidation des données fournies par les systèmes d'information existants, sera encore amélioré. Ceci permettra de promouvoir une analyse plus systématique et standardisée des besoins, ainsi qu'une meilleure comparaison des situations d'insécurité alimentaire et des besoins d'aide alimentaire entre les différents pays et régions. Cela permettra une meilleure hiérarchisation des besoins et une utilisation plus efficace du budget d'aide alimentaire. Les crises alimentaires et nutritionnelles ayant souvent des causes multisectorielles, le service d'aide humanitaire communautaire utilisera le budget d'aide alimentaire en étroite coordination avec les stratégies humanitaires déployées dans d'autres secteurs (par exemple la santé, l'eau, l'assainissement) afin que les réponses à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition soient holistiques et cohérentes. Sa connaissance des contextes d'intervention et les liens étroits avec les acteurs de développement assureront que le travail de la DG ECHO dans le secteur alimentaire en 2008 ne porte pas atteinte aux objectifs de développement et respecte le principe de "ne pas nuire". Dans l'interaction avec les autres services de la Commission Européenne, la coordination avec la DG DEV et la DG AIDCO sur le nouveau programme thématique de sécurité alimentaire (FSTP) sera également d'une importance stratégique afin que, lorsque cela est possible, les opportunités de lier les projets d'urgence financés par la DG ECHO avec les programmes de développement à plus long terme soient exploitées de façon optimale avec pour objectif de lier l'assistance d'urgence avec la réhabilitation et le développement (LRRD). En 2008, l'aide humanitaire communautaire, intensifiera de façon plus générale son implication active et son plaidoyer en faveur du LRRD afin de traiter plus efficacement les nombreuses causes profondes de la vulnérabilité des populations aux crises alimentaires (la pauvreté, l'érosion des moyens de subsistance, l'insécurité alimentaire chronique).

Le service d'aide humanitaire de la Commission Européenne continuera à renforcer les relations avec ses principaux partenaires dans le secteur de l'aide alimentaire d'urgence. Le PAM étant le partenaire majeur de l'aide alimentaire, le partenariat de la DG ECHO avec le PAM restera primordial et sera renforcé en 2008 à travers une planification stratégique et un dialogue politique permanent, ainsi que par un soutien continu à certains programmes et projets thématiques.

Parallèlement, restent essentiels d'autres acteurs humanitaires (tels que de nombreuses ONGs, la famille Croix-Rouge/Croissant-Rouge, l'UNICEF, la FAO, etc.) qui jouent un rôle particulièrement important dans ce secteur, non seulement en tant que partenaires du PAM pour la mise en œuvre de ses opérations, mais aussi en tant que partenaires principaux de la DG ECHO dans les domaines de la nutrition, de la sécurité alimentaire de court terme et du recouvrement des moyens de subsistance. Le dialogue stratégique avec ces acteurs restera essentiel tout au long de l'année 2008.

En 2008, la DG ECHO continuera également à soutenir des initiatives visant à améliorer l'efficacité des réponses humanitaires aux crises alimentaires et nutritionnelles, avec un accent sur le renforcement des systèmes d'information et d'analyse des besoins sur lesquels les décisions sont basées. Cela inclut notamment l'initiative "Renforcer les capacités d'évaluation des besoins d'urgence" (SENAC) du PAM ; celle de l'UNICEF visant la "Réhabilitation des systèmes d'information nutritionnels dans la Corne de l'Afrique" (NIPHORN) et le projet

pilote de la FAO de mise en œuvre de la "Phase intégrée de classification de l'insécurité alimentaire"(IPC). Le projet pilote IPC s'inscrit dans le cadre plus large de l'initiative IPC soutenue par les autres services de la Commission Européenne.

La DG ECHO contribuera également activement aux débats sur l'évolution de la Convention de l'Aide alimentaire, au suivi du Consensus sur l'aide humanitaire, ainsi que à tout développement touchant les institutions de l'UE et l'environnement de l'aide alimentaire. Pour s'adapter à un environnement global en mutation, pour poursuivre sa recherche de la qualité dans l'action humanitaire, et pour avoir les meilleures pratiques et un impact maximal dans les opérations qu'elle soutient, la DG ECHO travaillera au renforcement de son propre cadre stratégique dans les secteurs de l'aide alimentaire et de la sécurité alimentaire de court terme.

5.3 La réduction du risque de catastrophes et la préparation aux catastrophes

Du fait de la prise de conscience croissante de l'importance de la préparation aux catastrophes, de l'augmentation considérable du nombre et de l'intensité de celles-ci dans les dernières décennies et en ligne avec le Cadre d'Action de Hyogo 2005-2015 qui appelle les gouvernements et les organisations internationales à rendre prioritaire et à investir dans la réduction des risques de catastrophes (DRR), la DG ECHO a augmenté, ces dernières années, les financements destinés à la préparation aux catastrophes au niveau des communautés et est prête à affiner davantage son approche. Tout en restant dans les limites de son mandat humanitaire, la DG ECHO est en mesure de soutenir un large spectre d'activités en mettant à profit son expérience reconnue.

La contribution de la DG ECHO à la DRR est conduite à travers son programme DIPECHO, les initiatives de préparation à la sécheresse et la prise en compte de la préparation aux catastrophes dans les actions d'urgence ainsi que le plaidoyer.

Le programme DIPECHO est mis en œuvre dans six régions fortement sujettes aux catastrophes. En 2008, l'aide humanitaire de la Commission Européenne lancera des Plans d'action DIPECHO respectivement en Amérique centrale, en Asie centrale et en Asie du Sud-Est afin de poursuivre son engagement dans ces régions. Les futurs Plans d'action prendront en compte les recommandations issues des évaluations des précédents programmes DIPECHO conduites en 2006 et 2007. Les orientations stratégiques de ces trois Plans d'action seront en outre également basées sur un processus de large consultation organisé dans les trois régions avec l'ensemble des parties prenantes.

Le prochain Plan d'action pour l'Amérique centrale couvrira les opérations dans les six pays de la région: Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama. En Asie centrale, le prochain Plan d'action concernera les opérations conduites dans les républiques du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Tadjikistan, du Turkménistan, et d'Ouzbékistan ainsi que des initiatives transfrontalières entre le Tadjikistan et l'Afghanistan. Enfin, le prochain Plan d'action pour l'Asie du Sud-Est restera ciblé sur le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, les Philippines, le Timor oriental et le Vietnam.

Dans trois autres régions, les Caraïbes, l'Amérique du Sud et l'Asie du Sud, la mise en œuvre des 59 projets financés via les Plans d'action initiés en 2007 se poursuivra.

En outre, la DG ECHO étudiera la possibilité d'étendre ses activités de préparation aux catastrophes en Afrique australe et dans l'Océan indien (potentiellement au Mozambique, au

Malawi, à Madagascar et aux Comores), une région également exposée à une combinaison de catastrophes subites et à survenance lente.

L'amélioration de la capacité à faire face des communautés exposées aux risques, l'augmentation de leur prise de conscience et de leur résistance est au cœur de l'approche de la DG ECHO pour la préparation aux catastrophes avec, en parallèle, le renforcement des capacités des institutions publiques responsables pour la protection de leurs populations. Les activités de préparation aux catastrophes sont mises en œuvre à travers une large variété de partenaires, y compris les organisations locales, ce qui permet l'accès aux populations les plus marginalisées et les plus vulnérables.

En 2008, la DG ECHO poursuivra son engagement à intégrer la préparation aux catastrophes dans les opérations d'urgence. L'expérience montre que l'intégration de mesures de préparation dans la réponse aux catastrophes est non seulement possible, mais aussi efficace, car les populations affectées sont les plus réceptives à l'idée de la nécessité de la préparation. Une telle approche intégrée établit une base solide pour un rétablissement post-crise plus efficace. Un des exemples de cette approche est le renforcement en 2008 de l'action innovatrice et pilote de l'initiative de préparation à la sécheresse lancée dans la Corne de l'Afrique en 2006. La nouvelle initiative sera désormais élargie et davantage intégrée dans les actions humanitaires de la région (voir la section 4.1.1 Corne de l'Afrique).

Comme indiqué dans le Cadre d'action de Hyogo, la DRR fait partie intégrante du développement durable. Les politiques et stratégies de développement doivent de ce fait garantir l'intégration de mesures de DRR afin que cet investissement ne soit pas perdu. A travers la connaissance qu'elle offre, l'expérience accumulée et ses bonnes pratiques dans les activités de préparation aux catastrophes, la DG ECHO contribue à l'établissement d'un cadre cohérent pour le développement durable. De ce fait, dans les pays prêts à prendre en charge les activités de préparation aux catastrophes et à les reproduire à une large échelle, la DG ECHO canaliser ses efforts vers une stratégie de sortie.

Globalement, il est dans l'intérêt de tous de s'engager dans la réduction des risques de catastrophes, car toute avancée dans ce domaine réduit l'impact des catastrophes et permet donc de sauver des vies et de réduire les conséquences économiques. A cette fin, la DG ECHO continuera à renforcer son action en se coordonnant avec les autres parties prenantes du DRR parmi lesquelles les services de la Commission Européenne, les Etats membres, l'initiative Good Humanitarian Donorship, les donateurs les autorités locales et nationales ainsi qu'avec la Stratégie internationale pour la réduction des catastrophes, ISDR, agence leader des Nations Unies pour la DRR.

Même si la Commission Européenne a récemment lancé plusieurs initiatives de préparation aux crises, soit elles sont habituellement liées aux crises causées par l'homme, soit elles visent au renforcement de la capacité européenne à réagir à une crise en contribuant aux évaluations internationales communes des dégâts. Il existe par conséquent encore de très bonne raisons pour que la DG ECHO poursuive son engagement pour la réduction des risques de catastrophes. Le groupe intra-service de la Commission, se rencontre régulièrement pour assurer la synergie et la complémentarité entre les interventions de la DG ECHO et celles des autres programmes/instruments comme l'Instrument de Stabilité (IS), la facilité ACP-UE pour les catastrophes naturelles et les interventions dans le cadre du Plan d'Action 2008 du FSTP (notamment sur la préparation à la sécheresse).

Ce faisant, la DG ECHO va continuer à s'assurer que ses actions soient directement liées aux activités de réduction des risques dans le contexte de la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo 2005-2015.

5.4 Politiques Sectorielles

Les politiques sectorielles de la DG ECHO offrent des cadres d'actions et de priorités, tout en mettant en place des canaux d'échanges entre le siège, le terrain et les partenaires. Elles permettent, dans un domaine donné, de tirer des leçons de l'expérience acquise par la DG ECHO mais aussi par l'ensemble de la Communauté internationale et ainsi de promouvoir une aide plus efficace.

En 2007 la DG ECHO s'est penchée sur différents thèmes et secteurs: les enfants, la santé et le cash (et les 'vouchers'). En 2008, le processus amorcé dans ces trois domaines d'action va se poursuivre.

En ce qui concerne les actions de la DG ECHO en faveur des enfants, un cadre d'intervention a été défini en 2007 pour trois domaines particuliers: (i) la prise en charge des enfants séparés ou non-accompagnés, pour laquelle le tsunami, le tremblement de terre au Pakistan ou de nombreuses situations de conflits en Afrique, ont montré qu'il reste beaucoup à faire; (ii) la démobilisation et la réintégration des enfants soldats, qui vient de faire l'objet d'un engagement politique fort au niveau international avec en particulier l'adoption des « Principes de Paris » et de nouvelles lignes directrices; (iii) l'éducation d'urgence, sujet de plus en plus débattu et auquel la communauté humanitaire accorde une importance croissante. S'agissant des enfants soldats, l'action de la DG ECHO recherchera dans la mesure du possible la complémentarité avec les programmes géographiques et thématiques des autres services de la Commission, y compris l'Instrument de Stabilité.

Quant au secteur de la santé, il s'agira de prendre en considération les recommandations formulées à l'occasion de l'évaluation externe réalisée en 2007. Au-delà de l'approche ad hoc qui avait prédominé jusque présent, des domaines clés à développer seront identifiés et des politiques cohérentes seront mises en œuvre en vue de renforcer la coordination des actions de la DG ECHO avec celles des autres services de la Commission Européenne ainsi que celles des autres parties prenantes intervenant dans ce secteur. Parmi ces politiques, la révision des lignes directrices sur le VIH/SIDA apparaît prioritaire pour 2008.

La dernière thématique concerne les modes d'intervention "non traditionnels" incluant la distribution de 'cash' (les activités d'argent contre travail, les transferts d'argent conditionnels et inconditionnels) ou de 'vouchers' aux bénéficiaires finaux. Ces instruments apparaissent en effet de plus en plus complémentaires aux modes d'assistance traditionnels tels que la distribution d'aide alimentaire et peuvent être dans certains contextes plus efficaces. En 2007, la DG ECHO a donc fait appel à une évaluation et une révision externes afin de mesurer à la fois l'efficacité et la faisabilité de ces instruments. Leur utilisation étant largement dépendante de la spécificité des contextes d'intervention, les conditions à réunir pour la mise en place de ce type d'assistance doivent être déterminées avec soin. En 2008, l'aide humanitaire de la Commission Européenne devrait se positionner par rapport aux recommandations formulées dans le cadre de cette évaluation et de cette révision.

En 2008, la DG ECHO poursuivra également sa réflexion sur d'autres thèmes et secteurs comme la protection, le genre, l'environnement et éventuellement le rôle du secteur privé dans le cadre de l'aide humanitaire.

5.5 Financements thématiques et "Grant Facility"

Les financements thématiques initiés en 2002 visent au renforcement des capacités des organisations des Nations Unies et du Mouvement de la Croix Rouge afin de leur permettre de répondre de manière plus efficace et mieux coordonnée aux crises humanitaires.

Vu son engagement politique de soutenir la réforme du système humanitaires, la DG ECHO a orienté ses financements thématiques en 2007 vers un soutien à une meilleure coordination et à l'approche cluster. La mise en œuvre des actions financées en 2007 se poursuivra en 2008.

En 2008, le service d'aide humanitaire de la Commission Européenne lancera une évaluation de ces financements thématiques. Les résultats de cette évaluation alimenteront la réflexion que la DG ECHO entamera par la suite sur ses activités dans le domaine du renforcement des capacités des partenaires. Cette réflexion alimentera la future orientation de ces financements.

En 2008, le mécanisme de "grant facility" visera à améliorer la qualité de l'aide humanitaire par le renforcement de la capacité de gestion de réponse et "l'accountability" des organisations non gouvernementales.

5.6 Evaluation

Les évaluations (ex-ante, en temps réel, intermédiaires, ex-post) se concentreront essentiellement sur les opérations pour fournir des éléments supplémentaires à la prise de décisions et à la stratégie opérationnelle. Les évaluations thématiques (reviews) serviront à cerner les discussions autour des politiques sectorielles.

Des évaluations conjointes avec les Etats Membres ou les Nations Unies, la Croix-Rouge ou des ONG internationales partenaires, afin d'améliorer le rapport coût-efficacité, feront aussi partie du programme pour 2008.

5.7 Communication, information et visibilité

L'objectif d'information et de communication de la Commission Européenne est de renforcer la compréhension, en Europe et dans les pays tiers, de ce qu'apporte l'aide humanitaire à l'engagement européen pour la solidarité avec ces pays. L'aide humanitaire est un sujet très médiatique qui évolue rapidement. C'est pourquoi une communication orientée vers les médias doit être au centre de la stratégie.

La Commission Européenne, plus grand bailleur de fonds humanitaire au sein de l'Union, a donc un rôle majeur à jouer dans la communication des valeurs qui sous-tendent l'aide humanitaire européenne.

Au sein de l'UE, l'action humanitaire menée au niveau européen jouit d'un soutien important, mais la majorité des Européens n'a qu'une connaissance limitée du sujet. La stratégie de communication de la Commission/DG ECHO pour 2008 sera donc de:

- Maintenir les efforts pour améliorer la visibilité de la Commission Européenne en tant qu'acteur humanitaire et communiquer les messages clés aussi largement que possible, notamment via les médias. Des actions seront mises en œuvre au sein de l'Union Européenne et dans les zones où la Commission finance des actions humanitaires (en particulier là où il y a un besoin identifié de renforcer la visibilité de l'Union Européenne).

Dans les efforts de communication, les délégations et représentations de la Commission Européenne ont un rôle important.

- Viser les jeunes européens. Communiquer efficacement avec les jeunes, public généralement réceptif, peut engendrer des bénéfices à long terme. Les activités de communication visant cette cible seront poursuivies.
- Donner priorité aux activités de grand impact. La priorité sera donnée aux actions ayant un effet multiplicateur significatif, notamment où une couverture médiatique peut être générée.
- Coopérer afin de disséminer des messages européens plus généraux. Un travail de collaboration avec les autres services de la famille RELEX, pour promouvoir une "image globale" de la politique extérieure européenne, sera poursuivi et développé.
- Développer le réflexe informatif. La Commission Européenne reconnaît que ses messages peuvent être efficacement disséminés en impliquant activement son personnel dans des actions de communication, et continuera d'encourager le "réflexe informatif" parmi son personnel et ses partenaires et à entreprendre des activités qui utilisent leurs capacités de communication.